

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Objet de la consultation :**

**Dispositif de formation en langues :  
Anglais, Espagnol, Allemand et Italien**

**Formation individuelle par téléphone/visioconférence  
et travail autonome en ligne (blended learning)**

### **MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**

Procédure d'appel d'offre ouvert passée en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

Le présent marché est régi par le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services.

### **Désignation du pouvoir adjudicateur :**

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement  
Etablissement public à caractère scientifique et technologique  
Centre Occitanie - Montpellier  
2 place Pierre Viala – 34060 Montpellier CEDEX 2**

# Sommaire

1	OBJET DU MARCHE .....	3
2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHE .....	3
2.1	Procédure .....	3
2.2	Forme du marché .....	3
3	DELAIS D'EXECUTION.....	4
3.1	Durée du marché .....	4
3.2	Prolongation des délais d'exécution.....	4
4	MARCHE SIMILAIRE .....	4
5	LOTS / TRANCHES / PSE / VARIANTES .....	4
5.1	Lots .....	4
5.2	Tranches .....	4
5.3	Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE) .....	4
5.4	Variantes.....	4
6	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
6.1	Pièces contractuelles à la notification du marché.....	5
6.2	Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.....	5
6.3	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles .....	5
7	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	5
7.1	Conditions générales .....	5
7.2	Confidentialité .....	6
8	SOUS TRAITANCE.....	6
9	VERIFICATION ET ADMISSION .....	6
10	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) .....	6
11	AVANCE .....	7
12	PRIX DES PRESTATIONS .....	8
12.1	Caractéristiques des prix .....	8
12.2	Contenu des prix.....	8
12.3	Variations dans les prix.....	8
12.4	Clause de sauvegarde .....	8
13	MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS .....	9
13.1	Modalités de facturation .....	9
13.2	Délai global de paiement et intérêts moratoires.....	9
13.3	Paiement des cotraitants.....	10
13.4	Paiement des sous-traitants .....	10
14	PENALITES.....	10
14.1	Pénalités pour retard .....	10
14.2	Pénalités pour indisponibilité .....	10
15	RESILIATION DU MARCHE.....	11
16	ASSURANCES .....	11
17	PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL.....	11
18	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE .....	11
18.1	Modifications mineures.....	12
18.2	Modifications majeures .....	12
19	DISPOSITIONS DIVERSES.....	12
19.1	Langue .....	12
19.2	Droit applicable.....	12
19.3	Différents et litiges .....	12
20	DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES.....	12

# 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de formation en langues (Anglais, Espagnol, Allemand et Italien) pour le Centre INRAE Occitanie Montpellier. Ce dispositif doit viser le développement et la maîtrise des capacités des agents à pouvoir communiquer en langue étrangère.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent marché.

La consistance des prestations, les délais de réalisation ainsi que leurs spécifications sont contenus dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint à la présente consultation.

# 2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

## 2.1 Procédure

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP).

Il est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des dispositions des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-1, R 2124-2 1° et R 2161-2 à R 2161-5 du CCP.

## 2.2 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bon de commande à prix unitaires mono-attributaire dont les modalités sont prévues par les articles L 2125-1 1°, R 2162-2, R 2162-13 et R 2162-14 du CCP. Les prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées (article R 2112-6 CCP) sont définis dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) annexé à l'Acte d'engagement.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure de l'émergence des besoins. En application des articles R 2162-13 et R 2162-14 du CCP, les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Les bons de commande sont établis conformément aux prix annexés à l'acte d'engagement. L'émission des bons de commande peut intervenir uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre en application de l'article R 2162-5 du CCP. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser quatre (4) mois à compter de l'émission du dernier bon de commande.

Conformément à l'article R 2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu :

- ☐ Sans minimum d'achat,
- ☐ Avec un maximum de 100 000,00 euros HT annuels, soit 400 000,00 euros HT sur les 4 ans de la durée totale maximale du marché.

Chaque bon de commande comporte les renseignements suivants :

- Les nom et adresse du titulaire
- Le numéro de l'accord-cadre (numéro du « marché ») ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- L'émetteur du bon de commande ;
- Le destinataire des prestations ;
- La description des prestations à réaliser par référence au BPU, y compris les quantités et les délais d'exécution ;
- Le montant HT par référence au BPU ;
- Le montant TTC par référence au BPU ;
- Les taux et montant de la TVA par référence au BPU
- Les montants totaux HT, TTC et TVA du bon de commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

## 3 DELAIS D'EXECUTION

### 3.1 Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et aura une durée ferme d'un (1) an. Il peut être reconduit tacitement trois (3) fois par période successive d'un (1) an sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction tacite.

En cas de non-reconduction, INRAE doit en informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception un (1) mois au moins avant la fin de la période en cours.

Cette durée comprend les délais de livraison, de mise en service ainsi que les opérations de vérification jusqu'à l'admission.

Excepté en cas de résiliation, le présent marché prendra fin à l'extinction de la validité des titres-restaurants encore en possession des agents INRAE bénéficiaires.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre, en aucun cas, au profit du titulaire un droit à une compensation financière. Le titulaire est en outre tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non-reconduction.

### 3.2 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par INRAE dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG FCS.

Ainsi, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG FCS.

Si une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 venait à se reproduire pendant le délai de réalisation du présent marché, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé.

Cet article constitue une clause de réexamen. Ce réexamen se fera sous la forme d'un certificat administratif. Il sera transmis pour information au titulaire.

## 4 MARCHE SIMILAIRE

Le présent marché est susceptible d'être complété, dans le cadre de son exécution, par un ou plusieurs marchés négociés sans mise en concurrence tels que prévus par l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées dans les mêmes conditions que celles du marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 5 LOTS / TRANCHES / PSE / VARIANTES

### 5.1 Lots

Le présent marché n'est pas alloté au sens de l'article L 2113-11 du code de la commande publique car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. En effet, les prestations objet du marché nécessitent d'être réalisées par un seul prestataire pour des questions de cohérence et de suivi.

### 5.2 Tranches

Sans objet

### 5.3 Prestations Supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet

### 5.4 Variantes

Variantes à l'initiative des candidats :

En application des dispositions de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Variantes à l'initiative de l'acheteur :

En application des dispositions de l'article R2151-9 du code de la commande publique, aucune variante n'est prévue.

## 6 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### 6.1 Pièces contractuelles à la notification du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et son annexe financière que constitue le BPU ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire ainsi que les réponses aux questions dans le cadre de la consultation et les pièces supplémentaires de nature technique présentées par le titulaire ;
- Les bons de commande comportant une expression de besoin et des modalités spécifiques d'exécution.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M0) ;
- Le formulaire DC4 renseigné et signé, le cas échéant.

Toute clause portée dans les documents du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre est **réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Les pièces générales (CCAG FCS) ne sont pas jointes au présent accord-cadre mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues. Au titre de son devoir de conseil, le prestataire doit informer INRAE de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

### 6.2 Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Le marché pourra être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ou des prestations ni en changer l'objet.

### 6.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le marché constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 7 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont décrites au CCTP

### 7.1 Conditions générales

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat. Il s'engage à déployer tous les moyens complémentaires nécessaires pour aboutir aux résultats sur lesquels il s'est engagé et dont les modalités sont décrites dans le CCTP.

Le Titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché ;
- Des délais convenus, tels que prévus par les documents du marché.

Le Titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service. Il s'oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art. Aussi, s'il constate, dans les dispositions du CCTP, des tâches qui contreviennent aux règles de l'art, il est tenu d'en informer INRAE dans les meilleurs délais.

## 7.2 Confidentialité

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, cotraitants, fournisseurs, filiales et mandataires, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, les études, programmes, décisions et autres informations dont il aura connaissance au titre de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans l'accord préalable exprès d'INRAE.

## 8 SOUS TRAITANCE

Conformément aux dispositions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du CCP, et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à INRAE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance dûment remplie - formulaire DC4 ou équivalent, disponible au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire fournira en appui de la demande d'acceptation, un dossier de présentation du sous-traitant qui doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques :

- DC2 (déclaration concernant le chiffre d'affaires global, déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, Certifications / Qualifications demandées)
- Une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années ;
- Son numéro unique d'identification (SIREN) ;
- La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D 8254-2 du code du travail.
- L'attestation fiscale attestant du paiement des obligations fiscales.
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales attestant du paiement des cotisations et contributions sociales, datant de moins de 6 mois.
- Les attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle, en cours de validité.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de restituer l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré ou d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations n'est pas réglementairement autorisée.

Cette sous-traitance deviendra effective dès la notification de l'acte DC4 dûment signé par INRAE.

En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de INRAE, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

## 9 VERIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant d'INRAE conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG FCS.

## 10 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La gestion des données par le titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM. La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

### **Conformité au RGI**

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (JORF n° 0095 du 22 avril 2016 texte n° 1). Information concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

### **Conformité RGAA**

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Ils disposent que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Information concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

### **Conformité au RGS**

Le référentiel général de sécurité pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

### **Conformité à la PSSIE**

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

### **Conformité au règlement européen 2016/679 – RGPD**

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement.

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données de l'établissement bénéficiaire, pourra être exigée par l'établissement bénéficiaire auprès du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire.

## **11 AVANCE**

L'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions de l'article R 2191-3 du CCP, pour toute commande supérieure à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R 2191-7 du code précité, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant TTC du marché pour les PME et 5% pour les autres entreprises.



L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent marché. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

## 12 PRIX DES PRESTATIONS

### 12.1 Caractéristiques des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées (article R 2112-6 CCP). Ces prix sont définis dans le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) annexé à l'Acte d'engagement.

Les prix sont établis, hors taxes, pour les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ils sont en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires.

### 12.2 Contenu des prix

Les prix unitaires déterminés dans le BPU sont réputés comprendre, outre les prestations dont il est l'objet, tous les frais annexes nécessaires à son exécution et notamment :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
  - Les frais afférents aux assurances,
  - Les frais au conditionnement, au stockage, à l'emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison ;
  - Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
  - Les marges pour risques et les marges bénéficiaires ;
  - La notification des violations de données au responsable de traitement par le titulaire et leur gestion
- Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Les prix unitaires du BPU comprennent tous les éléments nécessaires à la réalisation de la prestation associée concernée.

### 12.3 Variations dans les prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, les prix figurant à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économique du mois M0. Le mois M0 est le mois précédent la date limite de réception des offres.

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre à compter de sa date de notification. En application de l'article R 2112-13 du CCP, ils sont révisables annuellement, à la demande émise par le titulaire, 3 mois avant la date anniversaire du marché, par ajustement au tarif public du titulaire.

En cas de révision de prix accepté par INRAE, le titulaire devra joindre systématiquement à la facture dans ChorusPro le barème et l'annexe financière correspondante et validée par INRAE.

### 12.4 Clause de sauvegarde

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale de l'accord-cadre telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, de même si la définition ou la texture de l'un des paramètres venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières du marché, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite de l'accord-cadre.



En cas d'absence d'accord entre les parties, la clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : l'Etablissement bénéficiaire se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 10,00 % l'an.

## 13 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

### 13.1 Modalités de facturation

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre et selon les bons de commande émis sur la base des prix unitaires prévus au BPU, annexe financière de l'acte d'engagement.

Le paiement des prestations a lieu uniquement au réel réalisé à l'issue de leur exécution et de leur admission selon les modalités de l'article 9 du présent CCAP.

Les pénalités, dont le titulaire peut être redevable, sont réglées au moyen de précomptes sur les paiements à lui faire ou peuvent faire l'objet d'un titre de recette.

Conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

**Conformément aux dispositions de l'article R 2192-3 alinéa 2 du CCP, l'utilisation du portail de facturation (CHORUS) est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Le titulaire renseignera sur Chorus Pro les éléments suivants :

- o Le numéro de SIRET, 180 070 039 01027, qui identifiera la structure INRAE OCCITANIE MONTPELLIER en tant que destinataire de la facture ;
- o Le Numéro du bon de commande

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants sous peine d'être rejetées :

- Le nom et la raison sociale du titulaire
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le numéro du compte bancaire
- Le numéro SIRET de INRAE
- Le numéro du bon de commande associé au marché
- Les prestations réalisées
- Le numéro du marché
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire à l'acte d'engagement.

### 13.2 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de validation du service fait.

Conformément aux stipulations des articles L 2192-10, R 2191-10, R 2192-12 à R 2192-13 du CCP, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### 13.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 13.4 Paiement des sous-traitants

L'acte d'engagement ou le DC4 indique le maximum qui doit être réglé aux sous-traitant éventuels.

Le sous-traitant de premier rang doit être payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est supérieur au seuil de 600 euros TTC défini à l'article 6 du titre II de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant de 2ème rang ou d'avantage ne bénéficie pas du droit de paiement direct.

La facture du sous-traitant en paiement direct est à libeller au nom du titulaire du marché.

Le sous-traitant transmet sa facture au titulaire qui la traitera et la joindra à sa demande de paiement en pièce jointe dans Chorus Pro (v. supra, article 13.1)

## 14 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, INRAE se réserve le droit d'appliquer les pénalités.

### 14.1 Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel de lancement d'une action suite à la demande de INRAE est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 1000$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité
- V correspond à la valeur des fournitures ou services sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard de l'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R correspond au nombre de jours de retard.

### 14.2 Pénalités pour indisponibilité

Le titulaire peut encourir des pénalités pour indisponibilité dans le cas où l'outil informatique utilisé pour les formations serait indisponible plus de 12 heures consécutives dans le mois.

Le titulaire encourt alors une pénalité de 100 euros par jour d'indisponibilité.

A cette liste s'ajoute des pénalités en cas de travail dissimulé : Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 100 Euros HT par jour calendaire. Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total du marché et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du dysfonctionnement.

## 15 RESILIATION DU MARCHÉ

Outre les cas prévus par le présent CCAP, INRAE peut résilier le présent marché conformément aux dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié aux torts du titulaire avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation du marché, ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

D'une façon générale, il est rappelé qu'en application de l'article 41.1.n) du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2143-6 à R 2143-10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R 2143-8 du même code, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'expose à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG FCS.

En application de l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par INRAE, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

Dans tous les cas, jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

## 16 Assurances

Le titulaire du présent marché assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, à ceux de INRAE, ou à ceux de tiers.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Il s'engage à produire, dans les quinze jours suivant la notification du présent marché ou d'une reconduction, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

## 17 PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer à son personnel les règles de circulation et de stationnement en vigueur au sein de INRAE.

Par ailleurs, les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à INRAE. Si cette disposition s'applique au présent marché, le titulaire et INRAE établiront au début du marché le plan de prévention.

## 18 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

## 18.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais.

## 18.2 Modifications majeures

Le titulaire doit alerter INRAE à l'adresse mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu par INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter le marché.

## 19 Dispositions diverses

### 19.1 Langue

Conformément à la loi n°94-65 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 (J.O du 20/03/1999), les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en langue française.

### 19.2 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

### 19.3 Différents et litiges

En cas de différends et litiges entre le Titulaire du présent marché et l'INRAE, et en l'absence de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier est seul compétent pour régler ces différends et litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché.

## 20 Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Objet
6.1	4.1	Pièces contractuelles du marché
12.3	10.2.4	Variation dans les prix
14	14	Pénalités